

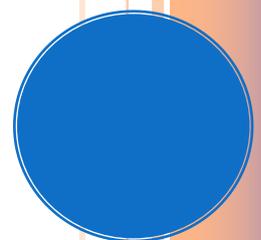
L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS LES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES

*Conférence de Frédérique MATONTI, professeure de
Science Politique, Paris I Panthéon-Sorbonne*

Conférence réalisée lors du Séminaire national de formation consacré aux
nouveaux programmes de Sciences économiques et sociales le Jeudi 6
février 2020 - PSE - École d'économie de Paris

Damien MARTINEZ et Florence THOMAS

06/02/2020



L'engagement politique dans les sociétés démocratiques

Conférence de Frédérique MATONTI, professeure de Science Politique, Paris I Panthéon-Sorbonne

L'engagement politique recouvre toute une série de comportements politiques : le militantisme partisan, associatif, syndical et de pratiques :

- C'est aussi le fait, d'être militant en assistant à des réunions de sections, de cellules, de meetings, collage d'affiches, d'intervenir sur les réseaux sociaux...
- C'est aussi participer aux actions collectives : grèves, manifestations, émeutes... « car nous sommes en démocratie », c'est aussi avoir des actions révolutionnaires (cf dans d'autres pays).

Quand on traite de l'engagement politique, « on exclut tout ce qui relève du métier politique, ceux qui vivent pour la politique et ceux qui vivent de la politique (en retirent des revenus) au sens wébérien. » Il s'agit de l'image la plus classique. On exclut le vote.

Pourtant, entre vote et engagement politique il y a des points communs. Le point commun central concerne l'action des gouvernés en direction des gouvernants, ou l'action des profanes en direction des professionnels de la politique. Distinction faite par Daniel Gaxie, et empruntée à Weber, à propos de la sociologie du droit. Les gouvernés sont des profanes et les gouvernants sont des professionnels. Qui plus est gouvernés et gouvernants sont dotés de compétences différentes.

Longtemps on a opposé les activités conventionnelles et les activités non conventionnelles

Les activités conventionnelles et non conventionnelles

- Les activités conventionnelles sont liées au vote : se fait sur inscription sur les listes électorales. C'est le fait aussi de regarder, écouter des émissions politiques en période électorale, de discuter politique avec sa famille, au travail, avec ses pairs et bien sûr le fait de voter. Cela définit un électeur. Ainsi l'électeur est informé, capable de choisir, de se faire une opinion par lui-même, d'exprimer ses opinions partisans clairement, montrer un fort intérêt pour la sphère publique. « C'est l'idéal du citoyen informé. »
- Or des enquêtes quantitatives, notamment américaines, dans les années 1940 et 1950, dans les universités de Michigan et Columbia, indiquent que « le citoyen informé n'existe pas » et décrivent un tout autre électeur. (Cf programme de première¹) : on suppose qu'il y avait un idéal qui tournait autour de l'électeur, pas

¹ [FICHE EDUSCOL : VOTER : UNE AFFAIRE INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE ?](#)

autour du non conventionnel/protestataire. Dans les faits, on observe une forte méconnaissance du système politique aux Etats-Unis mais aussi en France. Exemple : Sc Po, fait des études sur la méconnaissance du système politique.

Progressivement la distinction du conventionnel et du non conventionnel a été délaissée. Les travaux ont fait apparaître qu'on allait à l'encontre de cette distinction.

- On s'est en effet rendu compte qu'il n'y avait pas de continuum " entre citoyens apathiques « qui se contentent par exemple de regarder la télévision et éventuellement de voter et des citoyens engagés qui s'informeront, militeront. »
- On a constaté que ceux qui ont des activités politiques ne s'intéressaient pas toujours au vote. Les militants ne sont pas tous électeurs.
- Une autre difficulté concerne quelqu'un qui a des activités peu coûteuses en énergie, voter n'est pas coûteux et alors que d'autres peuvent pratiquer des activités très coûteuses : manifester par exemple quand l'environnement est hostile. Cela ne fonctionne pas correctement.

Autre paradigme : Le behaviorisme a révolutionné l'approche des comportements politiques. Ce courant, apparu dans la psychologie américaine des années 1920, propose une théorie globale du comportement, comme réponse d'un organisme animal ou humain aux stimuli de son environnement (Mayer, 2001). Après la guerre il s'impose comme paradigme dominant dans une science politique américaine alors plus intéressée par le droit public et les institutions que par les acteurs et leurs pratiques. Les premières enquêtes « behavioristes » sur le vote et la participation, de *The People's Choice* (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1944) à *The Civic Culture* (Almond et Verba, 1963), mettent à mal l'image de citoyens politiquement actifs et rationnels, conformes à l'idéal démocratique. Peu informés, peu intéressés par les affaires de la cité, ils pratiquent au mieux une activité politique, le vote, et même dans ce cas leur décision reflète plus la force de l'habitude et les pesanteurs sociales qu'un choix éclairé. Dès la fin des années 1960, ces conclusions sont toutefois contestées. Les approches cognitives révèlent la complexité des raisonnements politiques, même chez des personnes peu informées. Et l'explosion, des deux côtés de l'Atlantique, de mouvements contestataires (étudiants, hippies, féministes, pacifistes, défenseurs de l'environnement, partisans de la libération sexuelle, etc.) contredit la vision de citoyens politiquement indifférents. En France, en revanche, le modèle behavioriste s'est plus difficilement acclimaté, concurrencé par d'autres traditions de recherche, et la notion même de « participation » fait problème.

(On peut retrouver toutes ces problématiques exprimées dans le livre de Nonna Meyer « La sociologie des comportements politiques » au chap. 2).

On a remarqué dans les années 1970 qu'il n'y a pas une frontière stricte entre activités légales et illégales. Par exemple : on fait une manifestation qui commence tranquillement et qui peut déboucher sur une manifestation violente. Si on regarde les trajectoires, les carrières, il y a des personnes qui commencent leur carrière politique par des activités illégales (anciens gauchistes en France, tels les anciens militants étudiants des années 1970) qui sont devenus des professionnels de la politique. Aussi on s'aperçoit que l'analyse en termes de conventionnel et non conventionnel « ne fonctionne pas de manière efficace. »

Cœur du débat : une seule question : Pourquoi les individus se mobilisent ?

Pourquoi les individus se mobilisent, militent participent à des actions collectives ? Pourquoi des individus participent à des actions collectives ? Pourquoi ils entrent dans une organisation politique, un syndicat ?

Selon le modèle évoqué : Modèle économique : il est plus rationnel de ne rien faire, modèle stratégique : c'est moins coûteux de ne rien faire. *Manuel très utile : Erik Neveux « Sociologie des mouvements sociaux » réédition 2019. Et Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu, Dictionnaire des mouvements sociaux, PFNSP, 2009*

Le paradoxe de l'action collective : Les incitations sélectives

Texte à connaître « M. Olson logiques de l'action collective » (fin des années 1950), obligation d'adhérer à un syndicat si l'on veut travailler. M. Olson démontre qu'un groupe ayant avantage à se mobiliser et en ayant conscience peut parfaitement ne rien faire. Le principal résultat découle du paradigme du passager clandestin. Olson établit une proposition célèbre, le paradoxe de l'action collective : quelle que soit l'espérance mathématique du gain, celui obtenu par le militant (il subit un coût) est toujours inférieur à celui du passager clandestin (il ne subit aucun coût mais reçoit le même avantage). Personne n'a donc individuellement intérêt à agir, alors que tous y ont, collectivement, intérêt. Il y a un échec du marché, un effet pervers implacable voue l'action collective désintéressée à l'échec, car l'utilité individuelle ne converge pas avec l'utilité collective.

Le modèle d'Olson s'enrichit alors de la notion d'incitation sélective : diminution des coûts de participation à l'action ou augmentation de ceux de la non-participation. Les incitations sélectives peuvent être dues à des prestations et avantages accordés aux membres de l'organisation, elles peuvent aussi prendre la forme de la contrainte. Le cas le plus clair est le système dit du closed-shop, longtemps pratiqué en France par le syndicat du livre CGT ou celui des dockers : l'embauche est conditionnée par l'adhésion à l'organisation, ce qui élimine tout passager clandestin. Il y a également le piquet de grève ou le blocage ou enfin les avantages concrets comme l'adhésion comme ticket d'entrée pour obtenir une allocation chômage ou une assurance maladie. Aux Etats-Unis, il y a des syndicats de masse et des mouvements de masse. Pour que les personnes entrent dans un mouvement, il convient d'avoir des avantages supplémentaires ou des désavantages à ne pas y entrer. Là encore, il s'agit de l'incitation sélective : d'ailleurs, pour être embauché dans une entreprise, il convient d'adhérer à un syndicat.

Apports de cette théorie, on sort d'une vision idéalisée de ce qu'est le militantisme ou l'action collective. En d'autres termes, on ne participe que parce qu'on est intéressé. On sort d'une vision idéalisée de l'engagement. On parle de bénéfice ou de coût bénéfice-matériel. Le modèle a fini par être obsolète, passe partout. Ce modèle ne permet pas de savoir comment un petit groupe devient gros, comment une action sectorielle s'étend et devient multisectorielle.

Comment un mouvement sectoriel s'étend-il et devient-il multisectoriel ? *Michel Dobry, Sociologie des crises politiques, PFNSP, 3^{ème} édition, 2009* a travaillé sur les grèves de février 1934 et mai 1968, il s'intéresse à la déssectorisation, comment un mouvement étudiant commence à Nanterre, s'étend à tous les étudiants, au monde salarié et au monde politique. Comment un petit mouvement va devenir grand ; c'est le cœur d'une action collective. Exemple dans l'actualité, comment SNCF RATP vont faire pour attirer les salariés du privé.

Autre bémol : Avec Olson on ne comprend pas comment des individus acceptent des coûts très lourds de mobilisation : aller aux manifestations, être blessés, pourquoi les accepter si on raisonne en termes de bénéfice ?

Dépassement du paradoxe olsonien

Cela a conduit les chercheurs américains à changer leur manière d'étudier. Ils cherchent à expliquer les mouvements des droits civiques (1960), guerre du Vietnam avec des modes d'actions inédits : sit-in, manifestations devant les forces de l'ordre, « occupations des lieux interdits aux Noirs ». Cela les a conduits à interroger les conditions sociales de la mobilisation. A. Oberschall, a d'ailleurs réfléchi aux modalités et les probabilités qu'émerge une mobilisation compte tenu de la structure sociale de la société. Est-ce qu'une structure sociale de la société, une mobilisation va émerger ? Il l'étudie selon 2 dimensions :

- Une dimension horizontale, on regarde une communauté, quels liens internes y-a-t-il, quelles organisations, de quel type, où s'il n'y en a pas.
- Une dimension verticale on regarde s'il y a des liens organisés avec les strates supérieures de la société, la question est de comprendre si la stratification sociale est clivante (notion de coupure)

Partir de la construction sociale. A. Oberschall va mettre en évidence le capital de ressources sociales qui associent les membres d'un groupe entre eux et de ceux qui les reliait aux diverses autorités locales. Dès lors, Oberschall met en place une espèce de cartographie sociale originale. Une première variable (verticale du tableau) concerne les liens entre le groupe et la société globale, spécialement les groupes et institutions en position d'influence ou de pouvoir. Un groupe est intégré quand il dispose de connexions stables lui donnant des chances d'être entendu des autorités supérieures (représentation, clientélisme...). Un groupe est en situation segmentée quand il ne dispose plus de tels relais. L'oppression, le contrôle extérieur sont plus fortement ressentis. Une seconde série de variables (axe horizontal) concerne la nature des liens au sein du groupe. Le modèle reprend alors le couple communauté/société. Une organisation traditionnelle structure fortement la vie commune, y ordonne la vie sociale aussi : communauté villageoise traditionnelle. Une stratification sociale plus complexe s'accompagne de l'existence d'un réseau de groupes et associations de toute nature (religieuse, sportive, culturelle, politique). Les groupes faiblement organisés ne peuvent disposer d'aucun de ces principes fédérateurs ; cas extrême des groupes très dominés ou stigmatisés (vagabonds, prostituées), situation où le communautaire se délite sans que le relais puisse être pris par des structures volontaires.²

Il oppose des sociétés segmentées où il n'y a pas de mobilités sociales ascendantes où il n'y a pas d'accès au pouvoir et les sociétés intégrées (verticales). Il en déduit une règle, dans une société segmentée, la probabilité de mobilisation est forte et dans les sociétés intégrées (où l'on peut porter des doléances) elle est faible. Il explique que dans les ghettos américains (pas de leaders, pas d'organisation), la mobilisation est probable et violente. Dans les sociétés intégrées, où il y a des syndicats et des associations, les doléances sont transmises auprès de l'Etat, les circuits existent, les chances de mobilisations sont faibles.

On l'appelle l'Ecole de la mobilisation des ressources ; parmi les politistes, il y a Charles Tilly.

² In Persée Mobilisations, structures sociales et types d'Etat [article] Pierre Birnbaum

C. Tilly en 1986 dans "La France conteste de 1600 à nos jours " montre que chaque époque et type de mouvements génèrent ses répertoires : "répertoire d'action collective" pour suggérer l'existence de formes d'institutionnalisation propres aux mouvements sociaux. Trois règles cependant pour les actions protestataires : espace local, rituel de détournement (chansons moqueuses, carnaval, effigies ridiculisées des autorités-cibles) ; patronage de personnalités. L'apport de Tilly est de réintégrer le temps long dans l'analyse des MS. La construction des états et le développement du capitalisme engendrent la politisation des MS (passage du modèle communal patronné de la France de 1650 à 1850 au modèle national autonome de 1850 à 1980). Le répertoire "national-autonome" qui s'est mis en place voici plus d'un siècle ne constitue pas un horizon indépassable de l'action collective. Apparition d'une dimension internationale des mobilisations, montée des logiques d'expertise (mobilisation des instruments de la science), dimension symbolique plus réticence à toute délégation de pouvoir.

Il place la sociabilité au coeur de la définition du groupe organisé. Deux variables vont définir l'organisation :

- 1. Netness : (de net, réseau) renvoie au réseau des sociabilités volontaires. Les agents sociaux sont les architectes de ces formes de sociabilité qui fonctionnent sur une logique électorale. D'autant plus efficace que le réseau est volontaire (de la foule dans un stade à l'association).
- 2. Catness : (terme forgé à partir de category) désigne des identités catégorielles auxquelles les individus sont assignés par des propriétés objectives : français, ouvrier, noir, femme, polytechnicien...³

Ces 2 domaines de sociabilité se combinent en catnet (catness + netness), d'autant plus forte que les 2 variables convergent. Exemple : le SPD allemand de Kautsky ou le PCF de Thorez. L'hypothèse générale de Tilly consiste à suggérer qu'un groupe est d'autant mieux "organisé" pour défendre ce qu'il perçoit comme ses intérêts qu'il se caractérise par une forte catnet. Il s'agit de la capacité à calculer les actions et leur combinaison dans un but efficace. Ces capacités qui relèvent de l'homo oeconomicus n'ont rien de naturel, elles sont le produit d'une histoire où agissent des facteurs comme : l'essor du contrat, de la bureaucratie ou du marché qui relèvent de la rationalité. Tilly insiste aussi sur la dimension politique des MS. Division fondamentale entre groupes participants, disposant d'un accès routinisé aux foyers de décision politique, et les challengers, proche des "segmentés" d'Oberschall. Tilly souligne que la société organisée politiquement, la polity, n'est jamais étanche.

Quant à la dimension du temps long : Tilly la rend visible à travers le concept des registres d'action collective. Si les répertoires changent au fil des siècles, une observation similaire vaut pour la nature même des interactions conflictuelles, ce que Tilly nomme leurs registres. Tilly révèle l'existence de répertoires d'actions et des registres d'actions. Jusqu'au XVII^e siècle domine un registre compétitif : une "économie morale" où il s'agit de défendre ou de revendiquer les ressources des communautés voisines, chaque village ayant conscience de "droits" qu'il posséderait sur ses propres ressources. Le charivari punit le veuf ressortissant d'un village voisin qui épouse une jeune fille du village, soustrayant un "parti" possible à la jeunesse locale. Au XVIII^e siècle, c'est le registre réactif qui l'emporte : il s'agit de résister aux intrusions des forces externes, notamment l'État à travers les prétentions fiscales, les grands

³ NEVEU Erik (1996), Sociologie des mouvements sociaux, Paris, La Découverte, coll. « Repères »

propriétaires prétendant acquérir de la terre ou les négociants à propos des métiers à domicile : résistance à la conscription, à l'exportation des céréales, aux impôts. Au XIX^{ème} siècle, le registre proactif émerge puis l'emporte : réclamer des droits qui n'avaient pas existé, typique du mouvement ouvrier.

Chez les spécialistes de l'action collective, beaucoup de débats sur l'apparition d'un 3^{ème} répertoire d'action qui serait supra national (enjeux techniques, place prépondérante de l'expertise) Par exemple l'environnement, l'alter mondialisme... Des discussions sont en cours.

Comment un mouvement s'amplifie

Ces modèles oublient quelque chose, « ils ne prennent pas en compte ce qui se met en place quand une action commence, ainsi que la structure des opportunités politiques (SOP). Ce sont les réponses de l'environnement, un mouvement commence, est-il capable d'avoir des soutiens où est-il isolé, et comment se passe la répression qui peut avoir pour effet de découpler ou d'inhiber son pouvoir d'agir. »

On peut ainsi comprendre comment un mouvement devient grand, s'amplifie, et comment il devient une crise politique. *Michel Dobry, Sociologie des crises politiques, PFNSP, 3^{ème} édition, 2009 et ses 2 volumes complémentaires de discussions ainsi que le repère sur Mai 1968 apportent une application lisible de ce qu'est une crise.*

Pour en revenir au militantisme, syndical ou partisan. C'est un comportement extrêmement peu répandu et rare en France, en termes d'adhésions à un parti, on ne dépasse pas 5 % des citoyens en âge de voter. Mais l'adhérent à un parti ne milite pas toujours, il se limite souvent à seulement adhérer, n'a aucune activité. Le militant en science politique est défini comme un adhérent actif.

La France compte un taux inférieur sauf dans le domaine du militantisme associatif qui est très actif en France.

De même, le syndicalisme est très minoritaire en France, 8 % seulement de syndiqués. « On entend souvent dire qu'en France, il n'y a pas de syndicalisme il ne représente rien, mais ceux qui disent cela considèrent que le syndiqué est aussi militant, on est plus exigeant qu'avec les autres pays. » Contrairement aux Etats-Unis et aux pays du nord de l'Europe où le syndicalisme est très répandu car (obligation pour trouver un travail, caisses de sécurité sociale...gérées par les syndicats...)

Nombre d'études ont été réalisées portant sur les militants. Les études sur les militants sont proportionnelles aux nombres d'études sur les partis. Les partis et militants de Gauche sont plus étudiés (PC plus que PS) que les partis de Droite (RPR plus que UDF) et marginalement la LREM dont certains spécialistes disent que ce n'est pas un parti.

Sur les syndicats et sur les partis dans la société française en 1990/2000. On regarde la multiplication des causes nouvelles et une multiplication des recherches : sans papiers, séropositifs, émigrés, chômeurs. Beaucoup d'articles sur ces centres ont traité ces sujets. Parallèlement, des thèses sur les sans. Et des thèses sur le mouvement altermondialiste (beaucoup de thèses) un peu moins maintenant. Les chercheurs se sont aussi intéressés à des éléments de répertoires d'actions qui paraissaient nouveaux : ACT-UP : ZAD, usages d'internet, réseaux sociaux...

En général, les nouveaux travaux ont été très attentifs à l'environnement, à comment les mouvements avaient un usage des médias. Et à de nouvelles associations.

Que voit-on émerger actuellement en recherches et études ? Des thèses apparaissent sur les gilets jaunes, le renouveau du féminisme (depuis la parité), le développement de mouvements par homologie avec les Etats-Unis le black féminisme (1970/1980), le féminisme intersectoriel en France, terme péjoratif par méconnaissance... Un intérêt pour les modalités d'actions renouvelées : collage pour les féminicides : lettres noires sur fond blanc, l'occupation des places (importé des pays non démocratiques : Turquie, Ukraine, Egypte) cf. le site Politika.io⁴ et aussi aux Nuits debouts, l'occupation des ronds-points, les ZAD, les cabanes...

Par ailleurs 3 thèmes ont été discutés :

- Y aurait-il un nouveau militantisme (1990/2000) :
- L'intérêt pour qui socialement est militant/Les mobilisations improbables
- Y aurait-il un nouveau militantisme (1990/2000)

On accepte moins l'autorité des leaders, on ne s'engage que sur des causes circonscrites, qui auraient remplacé le militantisme total, on est inscrit à la fois à la CGT et mouvement sur la paix (CGT ou PS). Thèse de J. Lion pour lui « le militantisme ancien c'est mal le militantisme nouveau possible est bien ». Plus intéressant, c'est ce que distingue Cécile Péchu, dans le courant des années 1990/2000, « on observe une déconnexion entre champ politique et militant ». Autrefois, les associations, partis, syndicats étaient en lien, il y avait des courroies de transmission. Aujourd'hui une série de mouvements associatifs, sont déconnectés du champ politique (DAL).

- L'intérêt pour qui socialement est militant ?

Pour les effectifs militants, mobilisations improbables. Ce qui apparaît comme une règle, CSP des militants politiques et syndicaux. Il y a une déformation par rapport à la structure de la société française, il y a aussi une déformation par rapport à l'électorat d'un parti. Exemple des travaux sur le PS mettent en évidence, que plus on a de capitaux, plus on est un adhérent actif

Le PS : avant 2017 devient un parti de cadre diplômés et non pas d'ouvriers, le parti est masculin et non féminin (comme dans tous les partis). Cela est vrai aussi pour le PC ou un syndicat comme la CGT. C'est l'aristocratie ouvrière qui adhère à la CGT : métallurgistes hautement qualifiés ou les cheminots. Aujourd'hui, le PC est un parti de classe moyenne intellectuelle, il ne représente pas/plus les catégories populaires.

Autrement dit, aujourd'hui, on a plus de probabilité d'être militant ou de se mobiliser si l'on fait partie des catégories privilégiées.

On retrouve là une règle de Daniel Gaxie qui a parlé pour le vote de cens caché (cf ouvrage 1978). Ainsi alors qu'on a l'impression que le vote s'adresse à tous, il y a de la sélection. Cela montre que quelle que soit l'action qu'on entreprend (militantisme, assister à des manifestations...) nécessite une compétence et est corrélée au niveau du diplôme.

⁴ <https://www.politika.io/fr/entretien/mouvement-gilets-jaunes-sciences-sociales> Entretien avec Laurent Jeanpierre — Professeur des universités — Université Paris 8 (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris)

Cet enjeu a des effets, si dans un parti les adhérents ont peu de diplômes, comme au PC et au FN qui ont le plus d'adhérents non diplômés, il faut que le parti apporte quelque chose, compense cette absence de compétence. Les militants reçoivent donc une formation politique (universités d'été, écoles) ou bien ils peuvent se réunir, se parler en réunion syndicale. C'est élever leur niveau de compétences.

On parle aussi de donner des rétributions, de l'entre-soi, comme au FN. Donner de l'entre-soi qui n'existait pas et construire « un nous » contre les autres. Gaxie⁵ a parlé des rétributions du militantisme.

D. Gaxie en 1977 établit une théorie de la pratique militante à partir du modèle d'Olson. - incitations sélectives : postes à responsabilité, emploi, culture, capital social, visibilité en tant qu'expert, c'est-à-dire des gains qui peuvent se ramener en équivalents monétaires ; - intégration sociale : émotion partagée, pot après réunion, sentiment gratifiant de participer à un combat juste, d'appartenir à une famille, d'autant plus que le risque est important.

On peut en déduire que l'idéologie ou la prise de conscience ne sont pas premières, c'est un paradoxe, et se renforcent avec l'adhésion. Dans les partis de cadre comme LREM ce sont plutôt des rétributions matérielles, des postes politiques que l'on offre. Des positions à des novices. Cela permet une élévation des compétences.

L'attente de ces rétributions n'est pas une attente rationnelle mais une attente stratégique (stratégie inconsciente), on n'entre pas dans un parti parce que l'on veut des postes mais c'est plutôt par stratégie inconsciente.

- [Comment devient-on militant, comment le reste-t-on, comment cesse-t-on de l'être ?](#)

Une série de travaux qui ont revisité la notion de carrières : (ONG, ligue des droits de l'Homme, militants anti-sida, internautes) ont dégagé un modèle important qui privilégie le concept de carrière, le poids des socialisations primaires, le poids de la socialisation religieuse. Il faut aussi une disponibilité biographique pour militer (retraités, perte d'amis, travail, divorcés.) La retraite à 60 ans a généré ainsi un bénéfice énorme pour le militantisme associatif. Il y a également l'insertion dans les réseaux, pour entrer dans le militantisme il faut connaître les bonnes personnes. Il y a de nombreux exemples à reprendre avec les élèves.

Conclusion : Actuellement on dénombre beaucoup d'enquêtes, en cours et de travaux d'étudiants sur les gilets jaunes. Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, 2019.

Le mouvement des gilets jaunes a été imprévisible, personne ne l'avait prévu, ce fut une énigme. Mouvement très long, ayant recours à des éléments de répertoires d'actions classiques mais qui les subvertit : manifestations non déclarées, sauvages, occupation de zones de faible mobilisation protestataire...

Les gilets jaunes forme au début, un groupe hétéroclite d'individus C'est un mouvement inter-classiste : classe populaire, profession intermédiaire faiblement diplômée, groupe totalement improbable. D'après les travaux d'une étudiante qui suit le mouvement depuis un an, « au début il y avait beaucoup de femmes. Maintenant elles disparaissent et rentrent à la maison... Le mouvement est plus masculin, il s'est mué en un phénomène de professionnalisation notamment autour des procès. » Qui plus est les individus mobilisés

⁵ https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1977_num_27_1_393715

ont des revenus faibles < 1 600 €/mois, « qui ne peuvent pas se permettre de faire grève même s'ils sont dans des structures qui leur permettent de faire grève, ils ont une perception négative du futur et de la mobilité sociale ». Ils s'organisent sur des zones de prédilection pour eux que sont les couronnes périurbaines, les sorties de zones commerciales. Un géographe parle de blocage des ronds-points, « l'objectif est de faire ressentir à d'autres les contraintes de mobilité. Ils veulent se réapproprier des espaces abandonnés de tous. »

Une résurgence de la mobilisation locale ? On constate qu'il y avait une probabilité très faible pour que ces individus entrent dans l'action collective. Pour revenir à l'environnement, il est double : violence de la répression et construction du grand débat qui attire un public à l'opposé des gilets jaunes. Malgré une probabilité faible, il y a eu un rendement politique élevé.

Alors pourquoi cette émergence ? Rôle prégnant des réseaux sociaux, notamment Facebook, qui est de loin le plus utilisé par les familles modestes. Elles ont brisé l'isolement, l'illégitimité politique. Les médias sociaux et les ronds-points en priorité ont permis un maillage territorial qui a pu se mettre en place.

Enfin le terme protagonisme (cf historiens révolution française) c'est l'entrée dans la vie politique d'entités d'individus qui ne sont pas prédisposés à prendre la parole comme dans les révolutions arabes cf politix 2015.

Annexe 1

BIBLIOGRAPHIE ENGAGEMENT (SUCCINCTE)

Manuels généraux

- Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, 6^{ème} édition, Dalloz, 2012
- Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2010 (plus *mainstream*)

Sur l'action collective

- Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, « Repères », réédition 2019
- Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, PFNSP, 2009
- Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective », *Politix*, 2008/1

Sur les crises politiques

- Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, PFNSP, 3^{ème} édition, 2009
- Antoine Roger, Myriam Ait Aoudia, *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, PFNSP, 2015
- Brigitte Gaïti, Johanna Siméant, *La Consistance des crises. Autour de Michel Dobry*, PUR, 2018
- Boris Gobille, *Mai 68*, La Découverte, « Repères », nouvelle édition, 2018

Militantisme

- Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de science politique*, février 1977
- Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de science politique*, mars 2005
- Sur la compétence, voir numéro de *Revue Française de science politique*, 2007/6
- Sur le modèle de la carrière, voir « Devenirs militants », *Revue Française de science politique*, fév-avril 2001

Sur les Gilets jaunes

- Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, 2019

Annexe 2

Sociologie et science politique

5. Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

- Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).
- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).
- Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).
- Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.